



SUPPLÉMENT ÉCO

Le palmarès des entrepreneurs solidaires

N° 22514 — LUNDI 23 JANVIER 2017

1,30 €

Le Parisien **91**

12 PAGES D'INFOS LOCALES

SACLAY

Les écologistes dénoncent l'urbanisation du Plateau



PRIMAIRE DE LA GAUCHE

Le PS coupé en deux



LP FLORIAN LOSSY

GIF-SUR-YVETTE

Les robots en Lego des Technautonomes

CORBEIL-ESSONNES

Les francs-maçons ouvrent leurs portes au public

Essonne

Massy Savigny Palaiseau

@LeParisien_91



91

Ils disent non à la « bétonisation » du Plateau

Des associations de défense de l'environnement, opposées à l'urbanisation de ce territoire, ont organisé une visite du site.

SACLAY

PARGÉRALD MORUZZI

Le ballet quasi continu des engins de terrassement, les bâtiments bouchant progressivement l'horizon... Plusieurs associations locales de défense de l'environnement ont organisé jeudi dernier leur visite du Plateau de Saclay, en dénonçant en chœur l'urbanisation de ce territoire destiné à devenir le plus grand pôle de recherche scientifique de France. « Nous demandons au Premier ministre un moratoire sur la bétonisation du site tant que tous les recours engagés n'ont pas été jugés », déclarent les défenseurs, en réclamant la sauvegarde de l'activité agricole

térêt national depuis mars 2009.

Ils ont par exemple récemment déposé un dossier à la commission des pétitions du Parlement européen. « Il a été accepté et devrait être étudié dans les trois mois », se félicitent-ils, en redoutant qu'une « ville nouvelle sorte peu à peu de terre sur la frange sud du plateau avec une population de l'ordre de 35 000 habitants ».

**ILS DÉNONCENT
« UNE ABSENCE
DE VÉRITABLE
CONCERTATION »**

Président de l'association pour le maintien d'une agriculture paysanne Les Jardins de Cérès, Cyril Gérardin souscrit naturelle-



Plateau de Saclay, jeudi. Les défenseurs de l'environnement multiplient les actions contre le projet qui vise à créer le plus grand pôle de recherche scientifique de France sur le site.

ainsi que des espaces naturels au Plateau.
Depuis 2015, ces habitants et militants écologistes coordonnent leurs combats et multiplient les actions devant les institutions et les tribunaux contre ce projet inscrit dans le cadre d'une opération d'in-

chermement à cette destination de la recherche de l'Institut national de la recherche agronomique s'indigne face à « tout le mal qui est et sera fait aux sols sur ce Plateau ». Il regrette également « l'absence d'une véritable concertation ». « Tout a été imposé par l'Etat sans débat avec la

population locale », appuie aussi Claudine Parayre, militante de Saclay citoyen.

S'il réfute l'accusation de bétonisation (*lire également ci-dessous*), l'Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay réplique en indi-

quant avoir « consulté régulièrement, depuis le début du projet, les associations et citoyens du territoire ».

Et de préciser que depuis 2009, il a « organisé ou participé à plus de quatre-vingt-dix réunions publi-

ques, ateliers de travail, comités de chantiers, réunions d'information et d'échanges avec les associations et réunions explicatives sur des sujets techniques. La concertation est donc un sujet traité avec une très grande attention ».

Concentrer la recherche en un lieu, une idée dépassée ?

LES DÉFENSEURS de l'environnement ne veulent pas d'une Silicon Valley à la française sur le Plateau de Saclay. « Concentrer 20 % de la recherche d'un pays au sein d'un même pôle technologique est une idée qui date des années 1980 et qui est depuis longtemps dépassée, affirment-ils. Ce projet ne tient pas compte des études récentes montrant que la concentration des chercheurs sur un même lieu nuit à la performance, en créant des phénomènes de concurrence directe. » De son côté, l'Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay précise ne pas avoir imposé la création d'un tel regroupement : « Les grandes écoles, institutions et entreprises ont décidé et voté avec leur conseil d'administration respectif de leur installation au sein du campus afin de bénéficier de cette mutualisation. »



LP/OM



Des champs défigurés ?

LA PERSPECTIVE de faire passer la ligne 18 du métro au milieu des champs inquiète les défenseurs de la nature. L'association Saclay citoyen juge ce projet, qui reliera d'ici à 2023 le secteur à l'aéroport d'Orly, « inutile et trop coûteux (NDLR : 2,7 Mds€) par rapport au service qui sera rendu ». « Il ne répondra pas aux besoins des Essonnais qui représentent 70 % des travailleurs du secteur », soulignent les militants. Ils pointent plutôt « la nécessité d'une urgente amélioration des transports existants » et proposent une alternative au métro : la création d'un téléphérique reliant le RER B en vallée de l'Yvette au Plateau. L'Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay précise que ce projet de téléphérique est « inscrit dans le programme d'études du Syndicat des transports d'Ile-de-France ». « Les terres agricoles sont protégées par la délimitation d'une zone et prises en compte dans le cadre du tracé du métro », assure l'aménageur.

Les terres agricoles de plus en plus morcelées ?

SERONT-ELLES peu à peu grignotées au fil des chantiers ? Terres Fertiles, une société civile qui œuvre pour le développement d'une agriculture durable en Ile-de-France, a déjà racheté une vingtaine d'hectares de champs dans le secteur. Selon son responsable, Laurent Sainte-Fare-Garnot, c'est « une démarche nécessaire ». Ce témoin s'interroge notamment sur l'avenir de la ferme de la Martinière, implantée non loin du centre du Commissariat à l'énergie atomique de Saclay. « Sur leurs 190 ha, ils vont en perdre 70 », indique-t-il. L'Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay précise que « le morcellement progressif des terres agricoles « n'est pas possible » : « Elles sont protégées par la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris qui a créé une zone de protection naturelle, agricole et forestière de 4 115 ha. Ce dispositif législatif unique en France préserve les exploitations dans le périmètre concerné. »



LP/OM